

Vincent DEVICTOR
GOUVERNER LA BIODIVERSITÉ
OU COMMENT RÉUSSIR A ÉCHOUER
Éditions QUAE, Versailles, 2021

Voici un ouvrage qui mérite d'être lu et relu avec attention. En effet, Vincent Devictor, qui nous avait déjà offert une partie de ses réflexions sur la biodiversité¹ propose là une analyse critique fine et argumentée des poncifs en circulation à propos des politiques de défense de la biodiversité et de la préservation de la vie sur notre planète.

Il démonte ainsi une soi-disant politique de la biodiversité qui, à y bien regarder, n'a plus rien de politique, et qui ne tient même aucun compte de la logique de la biodiversité.

Les solutions qui nous sont proposées (imposées à grand coup de COP de copains ?) ne sont ainsi, du point de vue de Vincent Devictor, que des ultrasolutions selon la terminologie de l'école de Palo Alto², c'est-à-dire des propositions de mettre en œuvre davantage encore des solutions qui ont créé le problème, une invitation donc à réussir à échouer, le plus de la même chose qui ne marche pas n'ayant aucune chance de mieux fonctionner. Ce qui nous est proposé pour répondre au changement climatique et à la disparition de la biodiversité, ces problèmes créés par notre modèle de développement économique, c'est ce même modèle productiviste plus ou moins rénové, celui du green washing...

Ce texte, retranscription d'une conférence donnée l'an dernier dans le cadre de l'INRAE, à des ingénieurs agronomes, mériterait d'être formulé pour le grand public, sous le format des tracts Gallimard par exemple... Il pourrait alors mettre plus simplement en évidence la rhétorique anti-environmentaliste utilisée à grande échelle qui fausse les jugements et ne vise qu'à retarder les inévitables remises en question de notre système productiviste. « *La crise de la biodiversité est activement reconfigurée sur un modèle pacifié, comme relevant d'un problème technique ou culturel* » (p.11). Pacifié, c'est-à-dire dépolitisé puisque l'essence même de politique c'est la conflictualité des intérêts et l'affrontement entre différents modèles de sociétés possibles.

Ainsi, plutôt que de s'en prendre aux pollueurs industriels destructeurs de biodiversité et de climat, une intense campagne de culpabilisation des citoyens usagers est mise en place. En même temps on distille l'idée que la solution ne peut dépendre que d'une gouvernance mondiale toujours remise aux calendes. Ainsi le *business as usual* peut-il continuer. Gagner du temps, c'était déjà la stratégie des cigarettiers et des fabricants d'amiante. C'est aussi celle de Monsanto : politique du silence et des procès aux opposants, chantage à l'emploi et distillation d'un doute qui prend les apparences du raisonnable et du sérieux scientifique alors qu'il ne fait que dissimuler des intérêts financiers privés loin du bien commun.

Autre moyen pour « adoucir » la conflictualité : l'idée de transition écologique, cette politique des « petits pas ». On transforme ainsi, avec l'apparence d'une démarche prudente et rationnelle, les écologistes en « ayatollahs verts » dans un raccourci vertigineux de mauvaise foi et d'assimilation hâtive entre des protecteurs de l'environnement-lanceurs d'alerte et les fanatiques meurtriers de l'État Islamique !

Autre impasse que dénonce à juste titre Vincent Devictor, c'est celle de la quantification des destructions et leur « compensation » grâce à l'évaluation de « coûts écosystémiques ». Ces astuces comptables prétendent ainsi qu'un palmier à huile = un arbre = un chêne centenaire, et néglige totalement la complexité de la vie d'une forêt, primaire ou non. Fixons un prix au carbone, un prix raisonnable quand même car il ne faudrait pas mettre en panne l'économie telle qu'elle est, comme si les dégâts climatiques, les catastrophes produites et les réfugiés climatiques pouvaient trouver leur

¹ Dans *Nature en crise, penser la biodiversité*. Seuil, Paris, 2015.

² Vincent Devictor fait expressément référence à l'ouvrage de Paul Watzlawick, *Comment réussir à échouer*. Seuil, Paris, 1988.

équivalence juste en dollars, en yuans ou en euros ! Un droit à détruire en quelques sortes comme si l'argent pouvait remplacer les vivants...

Tout ce qui nous est proposé pour « résoudre » la crise à laquelle l'anthropocène nous confronte, de l'ordre d'une gouvernance rationnelle démontre la méconnaissance crasse des décideurs de toute compréhension de ce qu'est une pensée véritablement écologique. Une pensée qui, de mon point de vue, est systémique, à condition de ne pas limiter cette systémique à une mécanique abstraite de rapports de force, mais de l'ouvrir à une véritable prise en compte de la complexité et de l'interdépendance des rapports à la fois complémentaires et antagonistes entre tous les éléments qui composent notre monde, quelles que soient les distinctions que font nos sciences. L'écologie articule nécessairement l'hétérogénéité des logiques des constituants du monde, qu'ils soient minéraux, végétaux, ou animaux, ou même encore plus matériels comme l'air ou l'eau.

Face à cette complexité, il faut d'abord souligner l'immensité de notre ignorance malgré tous les savoirs accumulés.

Comment oser avancer un pourcentage de perte de biodiversité des espèces végétales ou animales alors que plus ça va, plus on se rend compte qu'on est loin d'en avoir seulement répertorié la richesse ?

Comment continuer à ignorer l'interdépendance entre les éléments hétérogènes du monde ?

Comment croire que la disparition d'une plante n'aura aucun effet sur les insectes qui en dépendent, et sur les mammifères qui dépendent à leur tour de ces insectes ? comment continuer à ignorer que les conséquences d'une disparition sont totalement imprévisibles, incalculables, inchiffrables ? Ne suffit-il pas d'un trou minuscule dans une vaste chambre à air, surface négligeable en termes chiffrés, pour que, cependant, le pneu se dégonfle ?

On dira certainement que le propos de Vincent Devictor est radical. Et les pharisiens de la transition se retrancheront derrière une apparence de bonne volonté prudente. Il semble surtout qu'ils défendent, souvent à leur insu, un système qui conduit le plus grand nombre à d'énormes difficultés et souffrances tout en protégeant les intérêts de quelques-uns. Et ça commence à se voir, et à se savoir.

Je défends, à travers une « systémique coopérative » l'idée d'un dialogue nécessaire entre vues conflictuelles. Mais il reste à cela un obstacle majeur : la mauvaise foi de ceux qui ne se servent de ce dialogue que pour exprimer leur point de vue et surtout ne pas prendre en compte celui des autres. Face à eux, nous n'aurons probablement un jour pas d'autres possibilités d'agir que le conflit ouvert. Il faut s'en doute s'y préparer, et en attendant continuer à dénoncer l'usage perverti qu'ils font du langage, de la science, de la rationalité et du débat.

Un livre à lire et à relire avec attention donc. De mon point de vue un propos dont la richesse gagnerait à être mise à la portée du citoyen lambda, quitte à en radicaliser davantage la forme, sur le modèle par exemple du travail de Victor Klemperer sur les perversions du langage du III^{ème} Reich.³

³ Klemperer V. *Lingua Tertii Imperii. La langue du troisième reich. Carnets d'un philologue*, traduit et annoté par Elisabeth Guillot, présenté par Sonia Come et Alain Brossat, Paris, Albin-Michel, coll. Bibliothèque Idées, 1996, réédition en livre de poche, Agora Pocket n° 2002.